



19 avril 2023

(23-2821)

Page: 1/19

Conseil du commerce des services

Original: anglais

**COMPILATION DES RÉPONSES AUX QUESTIONS POSÉES
DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN DES EXEMPTIONS DES
OBLIGATIONS ÉNONCÉES À L'ARTICLE II (NPF)**

NOTE DU THE SECRÉTARIAT¹

1. Le présent document a été établi à la demande du Conseil du commerce des services dans le cadre du cinquième examen des exemptions des obligations NPF. Comme convenu à la réunion du CCS tenue le 8 décembre 2022, et comme indiqué dans le document présentant les dispositions de procédure concernant le cinquième réexamen (JOB/SERV/CTS/7), le présent document compile les questions posées par les Membres sur les exemptions des obligations NPF des autres Membres.²

2. Le réexamen se fera sous forme de questions-réponses, par secteur. Il est attendu des délégations ayant reçu des questions qu'elles distribuent leurs réponses par écrit et les communiquent d'ici à mai ou juin, avant la réunion spécifique, qui devrait se tenir le 12 juin 2023.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Les Membres suivants ont présenté des questions dans le cadre du cinquième examen des exemptions des obligations NPF: Australie; Hong Kong, Chine; Japon; République de Corée; et Suisse. Les observations liminaires de la République de Corée figurent en annexe.

Compilation des questions posées par les Membres

(Les numéros de page dans la deuxième colonne se rapportent à la compilation par secteur, JOB/SERV/29/Rev.2)

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
Question d'ordre général			
1.	Tous les Membres	Pour chacune des exemptions des obligations NPF énumérées dans la compilation par secteur établie par le Secrétariat (JOB/SERV/29/Rev.2), nous souhaiterions que tous les Membres concernés répondent aux questions d'ordre général suivantes: Veuillez indiquer si l'exemption a été utilisée pour une quelconque mesure effective depuis le réexamen précédent en 2016-2017 et, dans l'affirmative, fournir des renseignements sur cette utilisation. Si l'exemption n'a pas été utilisée, veuillez expliquer pourquoi les conditions qui ont créé la nécessité de l'exemption existent encore, et indiquer si une mesure quelconque a été entreprise ou est envisagée pour éliminer cette exemption. Si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi.	Hong Kong, Chine
Tous les secteurs			
2.	Afghanistan Toutes les entrées (page 2)	Les exemptions semblent être couvertes par les exceptions de l'AGCS et ne semblent pas incompatibles avec l'obligation NPF. L'Afghanistan envisagerait-il de supprimer ces exemptions? Si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles ces exemptions sont maintenues. Pourquoi les exemptions sont-elles nécessaires malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
3.	Brunéi Darussalam (page 3)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF, "Préférences données à l'entrée et au séjour temporaire de travailleurs venus des sources d'approvisionnement traditionnelles", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
4.	Chypre (page 4)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF, "Un nombre limité de ressortissants des États membres de l'Union européenne (UE) sont autorisés à occuper un emploi à Chypre ou à y exercer une profession dans certaines branches, conformément à des critères qui seront fixés unilatéralement par Chypre ou par des accords futurs entre Chypre et les États membres de l'UE", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée
5.	Estonie (page 6)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Un traitement préférentiel est accordé aux ressortissants de pays autres que l'Estonie pour la délivrance d'autorisations d'admission, de séjour et de travail en Estonie à des personnes physiques fournissant des services (et n'appartenant pas aux catégories de personnes indispensables définies dans la partie I: Engagements horizontaux de la Liste estonienne d'engagements spécifiques concernant le commerce des services) sur la base du principe de réciprocité énoncé dans les accords conclus entre l'Estonie et ces pays", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée
6.	Union européenne (page 26)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Au Royaume-Uni, l'obligation d'obtenir un permis de travail dans tous les secteurs des services ne s'applique pas aux citoyens des pays du Commonwealth dont un grand-parent est né dans ce pays", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
7.	Union européenne (page 27)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Mesures fondées sur des accords bilatéraux existants ou futurs entre les Communautés européennes et Saint-Marin, Monaco, Andorre, le Saint-Siège et les pays et principautés concernés en vertu desquelles b) l'obligation d'obtenir un permis de travail ne s'applique pas aux personnes physiques fournissant des services", veuillez confirmer si les mesures d'exemption concernent les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée
8.	Union européenne (page 27)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Mesures fondées sur des accords bilatéraux conclus entre l'Italie et des pays tiers, garantissant la délivrance de permis de travail aux travailleurs saisonniers", veuillez confirmer si les mesures d'exemption concernent les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée
9.	Union européenne (page 28)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Mesures fondées sur des accords bilatéraux entre les États membres de la Communauté et des pays européens et méditerranéens qui garantissent l'obtention de permis de travail pour le travail temporaire sous contrat, sur la base de contrats entre un employeur du pays tiers concerné et une société de l'État membre concerné, et qui autorisent l'emploi d'un nombre limité de travailleurs des pays concernés dans certains secteurs des services; ce nombre peut varier en fonction de critères définis dans l'accord", veuillez confirmer si les mesures d'exemption concernent les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, et non sous la forme de contrats de fourniture de services.	République de Corée
10.	Finlande (page 11)	Cette exemption a été supprimée dans l'offre révisée pour les négociations du cycle de Doha. À cet égard, veuillez indiquer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore. Pour la Suède, l'exemption semble découler d'un accord bilatéral d'investissement qui devrait déjà être visé par l'exception prévue à l'article V de l'AGCS. Veuillez expliquer la nécessité de maintenir cette exemption.	Hong Kong, Chine
11.	Guatemala (page 12, 4 ^{ème} et 5 ^{ème} entrées)	Lors du dernier réexamen, le Guatemala a indiqué qu'il avait entamé un processus d'examen interne afin de déterminer si les exemptions concernées étaient encore pertinentes. À cet égard, veuillez fournir une mise à jour de l'examen interne et indiquer si les conditions qui ont rendu les exemptions nécessaires existent encore.	Hong Kong, Chine
12.	Indonésie (page 12)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Les postes subalternes sont réservés aux citoyens indonésiens. Selon la politique du gouvernement, des dérogations limitées peuvent être accordées aux citoyens de certains pays", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée
13.	Jamaïque (page 13)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "L'obligation du permis de travail sera supprimée pour les citoyens des pays énumérés à la colonne 3", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord.	République de Corée
14.	Jordanie (page 13, utilisation des terres)	Veuillez expliquer quels pays sont inclus dans les "pays arabes".	Japon
15.	Kazakhstan toutes les entrées (page 13)	Les exemptions semblent être couvertes par les exceptions de l'AGCS et ne semblent pas incompatibles avec l'obligation NPF. Le Kazakhstan envisagerait-il de supprimer ces exemptions? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles ces exemptions sont maintenues. Pourquoi les exemptions sont-elles nécessaires malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
16.	RDP lao (page 20)	L'exemption semble être couverte par les exceptions de l'AGCS et ne semble pas incompatible avec l'obligation NPF. La RDP lao envisagerait-elle de supprimer cette exemption? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles cette exemption est maintenue.	Hong Kong, Chine
17.	Libéria 3 ^{ème} entrée (page 14)	Pourquoi l'exemption est-elle nécessaire malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS? L'exemption semble être couverte par les exceptions de l'AGCS et ne semble pas incompatible avec l'obligation NPF. Le Libéria envisagerait-il de supprimer cette exemption? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles cette exemption est maintenue.	Hong Kong, Chine
18.	Liechtenstein (page 15)	Pourquoi l'exemption est-elle nécessaire malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS? En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Délivrance réciproque de permis de séjour temporaire ou de résidence permanente sur le territoire des parties, sans certaines limitations, aux citoyens des parties aux accords entre le Liechtenstein et la Suisse concernant le séjour temporaire et la résidence permanente", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
19.	Malaisie (page 17)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "La libéralisation des mesures touchant l'admission en Malaisie de travailleurs étrangers semi-qualifiés ou non qualifiés pourra être mise en œuvre de façon différenciée, compte tenu notamment de la proximité (pays voisins ou pays de la région) et de la compatibilité religieuse ou culturelle", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
20.	Nouvelle-Zélande (page 18)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF appliquées à Kiribati "Conditions d'admission plus favorables possibles pour 20 ressortissants au maximum chaque année aux fins d'emploi", veuillez confirmer si les mesures d'exemption concernent les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
21.	Nouvelle-Zélande (page 18)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF appliquées aux Tuvalu "Conditions d'admission plus favorables possibles pour 80 ressortissants au maximum à n'importe quel moment, aux fins d'emploi", veuillez confirmer si les mesures d'exemption concernent les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
22.	Pérou (page 19)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Les personnes qui ont la nationalité d'un pays avec lequel le Pérou a conclu un accord de réciprocité en matière d'emploi ou qui ont la double nationalité, comme le personnel étranger employé en vertu d'accords bilatéraux ou multilatéraux conclus par le gouvernement péruvien, ne feront pas l'objet des limitations en vertu desquelles les travailleurs étrangers ne peuvent être employés durant plus de 3 ans et ne peuvent constituer plus de 20% de l'effectif total d'employés et d'ouvriers ni représenter plus de 30% de la masse totale des salaires ou traitements", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
23.	Philippines (page 19)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Une catégorie spéciale de visas est prévue pour les négociants et les investisseurs de pays avec lesquels les Philippines ont conclu des traités concernant le droit d'admission de ces négociants ou investisseurs dans le pays. Pour ce visa spécial, l'obligation d'un examen des besoins du marché du travail ne s'applique pas et des formalités d'admission simplifiées sont prévues", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
24.	Fédération de Russie (page 11)	L'exemption semble être couverte par les exceptions de l'AGCS et ne semble pas incompatible avec l'obligation NPF. La Fédération de Russie envisagerait-elle de supprimer cette exemption? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles cette exemption est maintenue. Pourquoi l'exemption est-elle nécessaire malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
25.	Seychelles Présence commerciale (page 21)	L'exemption semble être couverte par les exceptions de l'AGCS et ne semble pas incompatible avec l'obligation NPF. Les Seychelles envisageraient-elles de supprimer cette exemption? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles cette exemption est maintenue. Pourquoi l'exemption est-elle nécessaire malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
26.	Singapour (pages 21 à 22, toutes les entrées)	Il est noté que Singapour procédera à un réexamen périodique de ces exemptions au vu de l'évolution de la situation internationale, comme indiqué dans la colonne "durée projetée". Singapour pourrait-elle fournir des renseignements sur les derniers réexamens de ces exemptions, y compris sur le moment où ils ont eu lieu et sur le résultat? En ce qui concerne la deuxième entrée de la page 22, cette question est-elle déjà couverte par l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
27.	Singapour (page 21)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Préférence accordée aux travailleurs en provenance de pays d'immigration traditionnels", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
28.	Îles Salomon (page 12)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Les États membres du Melanesian Spearhead Group (MSG) pourront, en fonction des progrès réalisés au sein de ce groupe, avoir recours à des dérogations en ce qui concerne l'application aux investisseurs étrangers des procédures normales d'agrément et d'enregistrement des pouvoirs publics et les mesures touchant l'admission et le séjour temporaire des personnes physiques", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
29.	Suède (page 22)	Cette exemption a été supprimée dans l'offre révisée pour les négociations du Cycle de Doha. À cet égard, veuillez indiquer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore. Pour la Suède, l'exemption semble découler d'un accord bilatéral d'investissement qui devrait déjà être visé par l'exception prévue à l'article V de l'AGCS. Veuillez expliquer la nécessité de maintenir cette exemption.	Hong Kong, Chine
30.	Suisse (page 23)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Octroi mutuel d'autorisations de séjour temporaire et de résidence permanente sur le territoire des parties, sans certaines limitations, aux citoyens des pays parties aux accords sur le séjour temporaire et la résidence permanente entre la Suisse et la Principauté de Liechtenstein", veuillez confirmer si les mesures d'exemption concernent les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
31.	Suisse (page 23)	Lors du dernier réexamen, la Suisse a indiqué que cette mesure n'était plus nécessaire et était de portée extrêmement vaste, et qu'elle était prête à réviser son exemption. Veuillez fournir une mise à jour à cet égard.	Hong Kong, Chine

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
32.	Tadjikistan toutes les entrées (pages 23 et 24)	Les exemptions semblent être couvertes par les exceptions de l'AGCS et ne semblent pas incompatibles avec l'obligation NPF. Le Tadjikistan envisagerait-il de supprimer ces exemptions? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles ces exemptions sont maintenues. Pourquoi les exemptions sont-elles nécessaires malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS?	Hong Kong, Chine
33.	Royaume-Uni 1 ^{ère} entrée (page 20)	L'exemption semble être couverte par les exceptions de l'AGCS et ne semble pas incompatible avec l'obligation NPF. Le Royaume-Uni envisagerait-il de supprimer cette exemption? Dans la négative, veuillez expliquer les raisons pour lesquelles cette exemption est maintenue. L'obligation d'obtenir un permis de travail ne devrait pas constituer en soi une dérogation au principe NPF s'il s'agit simplement d'une mesure concernant l'immigration, conformément à l'annexe de l'AGCS sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services. Veuillez expliquer la nécessité de maintenir cette exemption.	Hong Kong, Chine
34.	Royaume-Uni (page 20)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "L'obligation d'obtenir un permis de travail dans tous les secteurs des services ne s'applique pas aux citoyens de pays du Commonwealth dont un grand-parent est né au Royaume-Uni", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
35.	Vanuatu (page 28)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Les ressortissants et les résidents permanents des États membres du Groupe du fer de lance mélanésien pourront bénéficier d'une dérogation aux obligations normales prévues dans la législation du Vanuatu en ce qui concerne l'investissement et le droit de séjour temporaire", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
Services fournis aux entreprises			
Services professionnels			
		Observation de la République de Corée Dans ce sous-secteur, il y a 22 exemptions NPF au total, dont 12 sont fondées sur la réciprocité, soit plus de 50% du total des exemptions NPF. Cela pourrait donner l'impression que les exemptions NPF fondées sur la réciprocité sont une norme plutôt qu'une exception dans ce sous-secteur. Comme Hong Kong, Chine l'a souligné lors du deuxième réexamen en novembre 2004, la Corée craint également que le maintien d'une exemption NPF sur la base de la réciprocité n'empêche la négociation d'engagements spécifiques dans ce sous-secteur particulier. Ceci est d'autant plus vrai que les exigences en matière de nationalité prévalent dans ce sous-secteur. Dans ce contexte, la Corée se concentre sur la question de savoir si les exemptions NPF fondées sur la réciprocité reposent sur un quelconque accord international.	République de Corée
36.	Brunéi Darussalam (page 28)	Les conditions qui ont rendu nécessaires les exemptions NPF existent-elles encore? Le Membre pourrait-il indiquer s'il envisage de supprimer l'exemption NPF?	Australie
37.	République dominicaine (page 30)	En ce qui concerne les 4 exemptions NPF fondées sur la réciprocité visant les services juridiques, les services d'audit et les services comptables, les services des dentistes, physiothérapeutes, médecins, personnel paramédical et personnel infirmier, les services d'architecture et d'ingénierie, nous nous demandons si ces exemptions sont fondées sur un quelconque accord international.	République de Corée
38.	Honduras (page 29)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité "L'exercice de la profession est autorisé sur la base de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
39.	Jordanie (page 29)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les vérificateurs et les pharmaciens "L'admission temporaire est autorisée pour les vérificateurs et pharmaciens étrangers dûment qualifiés dont le pays accorde un traitement réciproque aux Jordaniens", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
40.	Jordanie (page 29)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les géologues/ingénieurs en géologie "L'admission temporaire des géologues/ingénieurs en géologie étrangers peut être autorisée par le Conseil des ministres, uniquement si les Jordaniens bénéficient d'un traitement réciproque", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
41.	Monténégro (page 30)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services juridiques, nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
42.	Macédoine du Nord (page 30)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services juridiques "En dehors des services de conseil, d'autres services juridiques peuvent être fournis par les avocats, c'est-à-dire les juristes qui sont membres du barreau monténégrin et sont inscrits au Registre du barreau, sous réserve de réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
43.	Panama (page 30)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité "L'autorisation de l'exercice des professions est accordée sur la base de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
44.	Singapour (page 31)	Les conditions qui ont rendu nécessaire l'exemption NPF existent-elles encore? Le Membre pourrait-il indiquer s'il envisage de supprimer l'exemption NPF?	Australie
45.	Türkiye (page 31)	En ce qui concerne l'exemption NPF "Si un pays étranger impose des conditions juridiques ou administratives à l'encontre de citoyens turcs en matière de profession artistique ou de fourniture de services, les activités similaires des citoyens de ce pays peuvent être interdites en Türkiye", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
46.	Türkiye (page 31)	En ce qui concerne l'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services comptables, d'audit et de tenue de livres "Afin de fournir les services de "conseillers financiers", les citoyens des pays qui ont officiellement codifié les règles de cette profession pourront y être autorisés, sous réserve de réciprocité, à condition que ces personnes présentent les qualifications nécessaires pour exercer la profession de conseiller financier en Türkiye et aient le droit d'exercer la même profession dans leur propre pays", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
47.	Venezuela, République bolivarienne du (page 31)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Sont réservés aux entreprises nationales les services professionnels régis par des lois spéciales et dont l'exercice exige comme condition le traitement réciproque des professionnels vénézuéliens dans les pays dont les professionnels souhaitent exercer au Venezuela (médecins, ingénieurs, avocats, architectes, vétérinaires, pharmaciens, économistes)", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services fournis aux entreprises			
Autres services fournis aux entreprises			
48.	Canada (page 32)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services annexes à l'agriculture "L'admission temporaire de travailleurs agricoles originaires de pays avec lesquels le Canada a signé un protocole d'entente est assujettie à une procédure accélérée de validation des offres d'emploi", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
49.	Costa Rica (page 32)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services de publicité "L'importation de spots commerciaux en provenance de l'extérieur de la zone d'Amérique centrale est soumise à un impôt de 100% de leur valeur, et en aucun cas cet impôt ne peut être inférieur à 10 000 colones ni supérieur à 50 000 colones. Sont considérés comme nationaux les spots commerciaux de radio, de cinéma et de télévision produits dans n'importe lequel des pays d'Amérique centrale avec lesquels le Costa Rica a des traités de réciprocité en la matière", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
50.	Union européenne (page 33)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant l'édition "Participation étrangère dans les sociétés italiennes en excédent de 49% du capital et des droits de vote, autorisée sous réserve de réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
51.	Géorgie (page 32)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services liés à la pêche "L'accès aux eaux géorgiennes pour la pêche est accordé sur la base de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
52.	Malaisie (page 32)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services de publicité "La limitation à 20% du contenu étranger pour la publicité n'est pas applicable aux pays indiqués", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
53.	Nouvelle-Zélande (page 33)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services d'interprétation "Des conditions d'admission plus favorables sont possibles pour les personnes ayant la nationalité des pays énumérés dans la troisième colonne et qui possèdent les qualifications requises en qualité d'interprètes, pour un emploi de 2 ans au maximum dans des branches d'activité liées au tourisme", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
Services de communication			
Services postaux			
54.	Türkiye (page 33)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "Application, sur la base de la réciprocité, d'une réduction des tarifs postaux des lettres", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services de communication			
Services de télécommunication			
55.	Argentine (page 33)	Veuillez expliquer si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire (à savoir le développement de systèmes à satellites nationaux) existent encore et si l'Argentine a procédé à un examen de l'efficacité de l'accord de réciprocité depuis le dernier réexamen.	Japon
56.	Brésil (page 34)	Lors du troisième réexamen en 2010-2011, le Brésil a indiqué qu'il avait étudié attentivement cette exemption pour permettre une meilleure harmonisation des cadres réglementaires brésilien et international. Veuillez fournir des renseignements actualisés sur cette exemption, y compris une liste des mesures ou des accords internationaux mis en œuvre depuis le dernier réexamen. Les conditions qui ont rendu les exemptions nécessaires existent-elles encore?	Hong Kong, Chine
57.	Colombie (page 34)	Veuillez expliquer pour quelles raisons la Colombie continue de penser que le traitement préférentiel accordé uniquement aux pays du Groupe andin est toujours bénéfique pour son économie, et indiquer si la Colombie a procédé à un examen pour évaluer les avantages de ce traitement.	Japon
58.	Inde (page 35)	Lors du troisième réexamen en 2010-2011, l'Inde a reconnu que les réformes politiques dans le secteur des télécommunications étaient un processus en cours et qu'elle examinait la possibilité d'assouplir l'exemption dans ce secteur. Veuillez fournir une mise à jour du réexamen et indiquer si les conditions qui ont rendu les exemptions nécessaires existent encore.	Hong Kong, Chine
59.	Türkiye (page 36)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services de télécommunication applicables à l'Iran et à la Syrie "Application, sur la base du principe de réciprocité, d'une réduction des droits à acquitter pour le transit par voie terrestre et l'utilisation des stations au sol de satellite", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord bilatéral ou plurilatéral.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
60.	États-Unis d'Amérique (page 34)	En ce qui concerne la colonne "Conditions qui rendent l'exemption nécessaire", veuillez préciser si "le plein accès et le traitement national sur certains marchés" portent sur le régime engagé ou le régime <i>de facto</i> ? À quoi font référence les termes "certains marchés"? Nous notons que cette exemption a été supprimée dans l'offre révisée dans le cadre des négociations du Cycle de Doha, cela signifie-t-il que les conditions qui ont rendu les exemptions nécessaires n'existent plus?	Hong Kong, Chine
Services de communication			
Services audiovisuels			
61.	Australie (page 39)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Dispositions prises en réponse à toute mesure excessive imposée à l'égard de services ou fournisseurs de services australiens par un autre Membre", veuillez expliquer ou préciser "toute mesure excessive".	République de Corée
62.	Autriche (page 39)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Traitement préférentiel des œuvres audiovisuelles qui satisfont aux critères d'origine européenne, en matière de temps d'écran", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
63.	Croatie (page 44, 1 ^{ère} et 3 ^{ème} entrées) ou Union européenne	Nous notons que les 2 exemptions mentionnées s'appliquent respectivement aux "parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières du Conseil de l'Europe et les autres pays européens avec lesquels un accord peut être conclu" et aux "pays européens". Veuillez expliquer si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore après que la Croatie soit devenue un État membre de l'UE depuis 2013. Veuillez fournir une liste des pays qui ne sont pas membres de l'UE et auxquels ces exemptions s'appliquent.	Hong Kong, Chine
64.	Union européenne (page 67, 3 ^{ème} entrée)	Veuillez expliquer quels pays sont inclus dans les "pays d'Europe".	Japon
65.	Union européenne (page 67)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant la distribution d'œuvres audiovisuelles "Droits de redressement éventuellement imposés face aux pratiques déloyales en matière de prix de certains pays tiers distributeurs d'œuvres audiovisuelles", veuillez expliquer ou préciser "pratiques déloyales en matière de prix".	République de Corée
66.	Union européenne (page 67)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Mesures prises pour prévenir, corriger ou compenser les conditions ou actions préjudiciables, déloyales ou déraisonnables imposées aux services audiovisuels des CE, à leurs produits ou à leurs fournisseurs de services, en réaction à des actions de cette nature ou comparables d'autres membres", veuillez expliquer ou préciser "conditions ou actions préjudiciables, déloyales ou déraisonnables".	République de Corée
67.	Union européenne (page 68, 2 ^{ème} entrée)	Veuillez expliquer quels pays sont inclus dans les "pays d'Europe".	Japon
68.	Union européenne (page 69)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services de diffusion télévisuelle et radiophonique "Participation étrangère dans les sociétés italiennes en excédent de 49% du capital et des droits de vote, autorisée sous réserve de réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
69.	Liechtenstein (page 53)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Des concessions pour l'exploitation de stations de radio ou de télévision peuvent être accordées à des ressortissants de pays autres que le Liechtenstein", nous nous demandons si ces exemptions sont fondées sur un quelconque accord international.	République de Corée
70.	Pologne (page 59)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services de production et distribution de films cinématographiques et de cassettes vidéo "Traitement préférentiel des œuvres audiovisuelles, y compris accès préférentiel au financement", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
71.	Slovénie (page 63)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Traitement préférentiel en matière de temps d'antenne des œuvres audiovisuelles européennes qui satisfont aux critères d'origine", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
72.	Tadjikistan (page 65)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Mesures permettant que des œuvres audiovisuelles, y compris des émissions de radio et télévision, et les fournisseurs de telles œuvres satisfaisant à certains critères d'origine bénéficient de programmes de soutien", nous nous demandons si ces exemptions sont fondées sur un quelconque accord international.	République de Corée
73.	Royaume-Uni (page 60, 1 ^{ère} entrée)	Veuillez indiquer si cette exemption a été utilisée pour une mesure effective. Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples de droits de redressement imposés aux pays concernés. Si tel n'est pas le cas, veuillez expliquer en quoi les conditions qui ont rendu les exemptions nécessaires existent toujours.	Hong Kong, Chine
74.	Royaume-Uni (page 60)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Droits de redressement pouvant être imposés en réponse à des pratiques déloyales ou déraisonnables en matière de prix de distributeurs d'œuvres audiovisuelles d'autres Membres de l'OMC", veuillez expliquer ou préciser "pratiques déloyales ou déraisonnables en matière de prix".	République de Corée
75.	Royaume-Uni (page 61, 4 ^{ème} entrée)	En ce qui concerne la colonne "pays auxquels la mesure s'applique", veuillez fournir une liste de pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable. Existe-t-il des critères objectifs pour l'établissement de cette liste?	Hong Kong, Chine
76.	Royaume-Uni (page 61)	En ce qui concerne les mesures NPF "Mesures prises pour prévenir, corriger ou compenser les conditions ou actions préjudiciables, déloyales ou déraisonnables imposées aux services audiovisuels du Royaume-Uni, à ses produits ou à ses fournisseurs de services, en réaction à des actions de cette nature ou comparables d'autres Membres", veuillez expliquer ou préciser "conditions ou actions préjudiciables, déloyales ou déraisonnables".	République de Corée
Services de construction et services d'ingénierie connexes			
77.	Indonésie (page 72)	Lors du dernier réexamen, l'Indonésie a indiqué que l'exemption relevait des marchés publics, mais qu'elle n'était pas en mesure de supprimer cette exemption et qu'elle n'avait pas l'intention de le faire à l'avenir. Étant donné que cette exemption ne devrait pas être incompatible avec l'obligation NPF en raison de l'exception prévue à l'article XIII de l'AGCS, veuillez expliquer pourquoi il est nécessaire de la maintenir.	Hong Kong, Chine
78.	Liechtenstein (page 72)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant la construction et l'ingénierie connexe "Le droit à l'établissement d'une présence commerciale et le droit à la présence de personnes physiques dépend de la réciprocité accordée aux fournisseurs de services ressortissants du Liechtenstein", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services de distribution			
79.	Liechtenstein (page 72)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Délivrance de permis de travail, sans certaines limitations, aux établissements qui appartiennent à des entreprises de pays parties à la Convention portant création de l'Association européenne de libre-échange (AELE), si l'activité de l'établissement est le commerce des marchandises", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
80.	Suisse (page 72)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Délivrance d'autorisations de travail, sans certaines limitations, aux employés des établissements d'entreprises des pays parties à la Convention instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE) quand l'établissement pratique le commerce des marchandises", veuillez confirmer si la mesure d'exemption concerne les mesures affectant les personnes physiques qui cherchent à accéder au marché du travail, qui sont exclues par le paragraphe 2 de l'Annexe sur le mouvement des personnes physiques fournissant des services relevant de l'Accord, quelle que soit la durée du séjour.	République de Corée
Services d'éducation			
81.	Fédération de Russie (page 72)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF concernant l'ouverture de succursales universitaires et leurs activités, nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
Services financiers			
82.	Autriche (page 73)	Nous notons la croissance et le développement du secteur autrichien des services financiers depuis l'inscription de la réserve NPF en 1994. Pourriez-vous nous indiquer si un examen des besoins économiques est toujours appliqué et, dans l'affirmative, s'il est appliqué sur une base discriminatoire (réciprocité) comme indiqué dans l'exemption?	Suisse
83.	Autriche (page 73) ou Union européenne	Étant donné que la liste des pays auxquels la mesure s'applique fait l'objet d'un examen plus approfondi, l'Autriche ou l'Union européenne pourrait-elle fournir une liste actualisée? En ce qui concerne la colonne "conditions qui rendent l'exemption nécessaire", il est indiqué que les pays qui ne figurent pas dans la colonne sont présumés ne pas offrir aux fournisseurs de services autrichiens de services des possibilités de concurrence et un accès effectif au marché; existe-t-il des critères objectifs pour déterminer la liste susmentionnée?	Hong Kong, Chine
84.	Autriche (page 73)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant l'agrément des agences ou succursales de fournisseurs étrangers de services financiers "La prise en compte des intérêts économiques dont l'obligation est consolidée dans la Liste autrichienne fait l'objet d'une dérogation dans le cas des pays indiqués à la colonne 3), nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
85.	Brunéi Darussalam (pages 73 et 74)	Les conditions qui ont rendu nécessaires les exemptions NPF existent-elles encore? Le Membre pourrait-il indiquer s'il envisage de supprimer les exemptions NPF?	Australie
86.	Brunéi Darussalam (page 73)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "L'autorisation d'établir des banques extraterritoriales et des banques commerciales, de développer leurs opérations et d'exercer de nouvelles activités dans le secteur des services financiers peut être accordée aux fournisseurs de services d'un autre membre sur une base différenciée ou sur celle de la réciprocité, à la discrétion de l'autorité compétente", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
87.	Brunéi Darussalam (page 73)	Telle qu'elle est inscrite, l'exemption NPF prévoit que la réciprocité peut être exigée pour le développement ou l'exercice de nouvelles activités dans le secteur des services financiers, que l'accès entre les fournisseurs de services peut être accordé sur une base différenciée et que l'autorité compétente exerce un pouvoir discrétionnaire dans l'octroi des autorisations. Dans la pratique, la réciprocité a-t-elle été exigée pour obtenir l'autorisation de fournir des services? Pourriez-vous indiquer s'il existe des lignes directrices formelles appliquées par l'organisme de réglementation pour déterminer s'il convient d'approuver des activités nouvelles ou élargies une fois que la réciprocité a été déterminée? Le cadre juridique a-t-il été mis à jour et les conditions de cette exemption existent-elles encore?	Suisse
88.	Canada (page 74, 1 ^{ère} entrée)	Veuillez fournir une liste de ces accords réciproques et indiquer s'ils contiennent des mesures qui vont au-delà des prescriptions en matière de licences et de qualifications. Lors du troisième réexamen en 2010-2011, le Canada a déclaré qu'il s'efforcerait de fournir une réponse à la question ci-dessus à l'issue des consultations avec l'organisme de réglementation.	Hong Kong, Chine
89.	Canada (page 74)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant l'intermédiation en assurance "Un accès préférentiel au marché ontarien des services d'assurance est accordé aux courtiers en assurance américains indépendants et non-résidents au Canada", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
90.	Canada (page 74)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services financiers, y compris les prêts en tous genres et le négoce pour compte propre de certaines valeurs mobilières par des sociétés de prêts et de placements "Le Québec accorde un traitement préférentiel aux sociétés de prêts ou de placements constituées conformément aux lois du Royaume-Uni et d'Irlande et désireuses d'obtenir un permis d'exploitation au Québec", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
91.	Canada (page 74)	Pour le Québec, une exemption est prévue pour certaines sociétés constituées en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord, ainsi qu'en Irlande. Pourriez-vous nous indiquer quelles sont les bases juridiques spécifiques de cette exemption? Quelles sont les entreprises visées par votre législation? Ces droits sont-ils des droits "au bénéfice de l'antériorité" pour les sociétés ayant un accès de longue date ou le droit est-il "renouvelable" et disponible pour les sociétés nouvellement constituées au Royaume-Uni ou en Irlande?	Suisse
92.	Colombie (page 75)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "L'accès au marché colombien par le biais de la présence commerciale des fournisseurs étrangers de services financiers est subordonné à l'octroi par le pays d'origine de possibilités appropriées d'accès au marché dudit pays aux fournisseurs colombiens de services financiers", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international et également si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore; dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
93.	Côte d'Ivoire (page 75)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services de courtage et d'agence en matière d'assurance "L'accès au marché ivoirien des services d'agence et de courtage des personnes physiques étrangères est fonction des possibilités d'accès réciproques des prestataires ivoiriens dans les pays considérés", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
94.	Union européenne (page 84)	Cette exemption a été supprimée dans l'offre révisée pour les négociations du cycle de Doha. À cet égard, veuillez indiquer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore. Il est noté que l'exemption s'applique à la Suisse sur la base d'un accord bilatéral, mais la Suisse n'a pas prévu la même exemption, veuillez indiquer s'il est toujours nécessaire de maintenir cette exemption.	Hong Kong, Chine
95.	Honduras (page 78)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "L'ouverture de succursales ou d'agences de banques étrangères peut être assujettie à des conditions de réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
96.	Hongrie (page 78)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "Les engagements contractés pour le mode 3 peuvent être subordonnés à la prescription relative à la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
97.	Hongrie (page 78)	Une prescription relative à la réciprocité est réservée à tous les services financiers fournis selon le mode 3. Nous notons que, dans la pratique, la Hongrie a généralement une réglementation ouverte pour les fournisseurs de services financiers. Au cours de la période écoulée depuis le dernier réexamen, la Hongrie a-t-elle appliqué une prescription relative à la réciprocité? Le document AGCS/EC/157 du 7 mai 2019 indique à la page 132 qu'"[u]ne législation autorisant l'accès aux marchés pour les succursales est en cours d'élaboration". Quelle est la référence juridique de cette nouvelle législation et prévoit-elle une prescription relative à la réciprocité pour les succursales?	Suisse
98.	Indonésie (page 79)	L'Indonésie a déclaré dans le réexamen 2017 des exemptions des obligations NPF que le décret qui rendait nécessaire son exemption NPF pour les services bancaires était suspendu. Dans ces conditions, la nécessité de cette exemption NPF existe-t-elle encore?	Australie
99.	Indonésie (page 79)	Lors du dernier réexamen, l'Indonésie a indiqué que l'exemption avait été suspendue par la loi et ne s'appliquait plus au secteur bancaire indonésien. L'Indonésie envisagerait-elle de supprimer cette exemption? Si tel n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi.	Hong Kong, Chine
100.	Indonésie (page 79)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services bancaires "Mesures concernant les banques en coentreprise d'origine nationale et étrangère et en vertu desquelles l'accès d'une banque étrangère en Indonésie est autorisé sur la base de la réciprocité (conformément à l'article 14 3) du Décret n° 220/KMK.017/1993 du Ministère des finances, en date du 26 février 1993)", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
101.	Indonésie (page 79)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services bancaires "En ce qui concerne les banques en coentreprise, les autorisations ne peuvent être accordées qu'aux banques étrangères de pays qui appliquent des politiques de réciprocité aux banques indonésiennes", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
102.	Israël (page 79)	Lors du dernier réexamen, Israël a indiqué qu'aucun fournisseur étranger ne s'était vu refuser, à la date du dernier réexamen en 2017, une licence pour fournir des services financiers en Israël sur la base de la réciprocité, comme le prévoit cette exemption. Dans l'affirmative, veuillez expliquer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore et si Israël envisagerait de supprimer cette exemption.	Hong Kong, Chine
103.	Israël (page 79)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant le secteur de la banque "Une licence d'établissement peut être octroyée à un fournisseur étranger de services si son pays d'origine accorde aux fournisseurs israéliens un accès à son marché sous la forme d'une présence commerciale similaire", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer; par ailleurs, nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
104.	Israël (page 79)	Au cours du dernier réexamen, Israël a indiqué qu'"aucun fournisseur étranger ne s'était vu refuser une licence pour fournir des services financiers en Israël sur la base de la réciprocité, comme le prévoyait l'exemption de l'obligation NPF spécifiée." (S/C/M/131 paragraphe 1.44) Israël a-t-il appliqué la prescription relative à la réciprocité depuis le dernier réexamen ou peut-il à nouveau confirmer qu'aucun fournisseur de services financiers étranger ne s'est vu refuser une licence sur la base de la réciprocité?	Suisse
105.	Lichtenstein (page 79)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services d'assurance "Mesure destinée à réserver le permis d'établissement aux compagnies d'assurance des pays autres que le Liechtenstein placées sous le contrôle de la régie suisse de surveillance des assurances", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
106.	Maurice (page 79)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "Restrictions, sur la base du principe de réciprocité, à la présence commerciale et à la fourniture transfrontières pour les fournisseurs d'autres pays", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
107.	Maurice (page 79)	Maurice a inscrit une exemption NPF pour les services financiers indiqués dans l'Annexe sur les services financiers, à l'exception de ceux qui figurent dans sa liste d'engagements spécifiques. L'exemption vise la fourniture transfrontières et la présence commerciale. La réciprocité vise à améliorer l'accès des fournisseurs mauriciens de services financiers aux marchés financiers étrangers. Selon le site Web de la Banque de Maurice, quelque 19 banques sont titulaires d'une licence. Des établissements financiers ont-ils une licence pour fournir des services qui ne sont pas visés par les engagements spécifiques de Maurice, mais qui sont énumérés au paragraphe 5 de l'Annexe sur les services financiers? Dans l'affirmative, avez-vous appliqué, lors de l'octroi de ces licences, la clause de réciprocité figurant dans la liste des exemptions de l'obligation NPF de l'île Maurice? À la lumière de l'expérience acquise depuis 1998, la clause de réciprocité s'est-elle avérée efficace pour améliorer l'accès des fournisseurs mauriciens de services financiers aux marchés étrangers et, à cet égard, les circonstances justifiant l'exemption existent-elles encore?	Suisse
108.	Pakistan (page 80)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "Les licences sont accordées aux fournisseurs étrangers de services sur la base de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
109.	Pakistan (page 80)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Un traitement préférentiel est accordé aux établissements financiers constitués pour les transactions financières islamiques", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international et également si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore; dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
110.	Pakistan (page 80)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Des règlements spéciaux peuvent être appliqués aux banques qui sont appelées à exécuter et à financer les fonctions du Trésor ainsi que les programmes sans but lucratif de l'État pour l'encadrement du commerce des produits et le soutien des prix", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international et également si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore; dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
111.	Pérou (page 81)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "Le Pérou se réserve le droit de ne pas appliquer la clause de la nation la plus favorisée aux pays qui ne lui accordent pas automatiquement et sans condition ce traitement, conformément à l'article II de l'AGCS", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
112.	Pérou (page 81)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "En ce qui concerne le traitement national de l'investissement étranger, à titre exceptionnel, pour des raisons d'intérêt national ou public, si un Membre adopte des mesures protectionnistes ou discriminatoires, le Pérou se réserve le droit d'adopter des mesures analogues", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international et également si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore; dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
113.	Pérou (page 81)	Le Pérou a inscrit 2 larges exemptions NPF pour les services financiers. En ce qui concerne la première, pourriez-vous indiquer si le Pérou a refusé une licence à un fournisseur de services financiers en raison du fait que le pays d'origine n'accorde pas l'accès aux fournisseurs péruviens de services financiers sur une base NPF?	Suisse
114.	Philippines (page 81)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les opérations des banques commerciales "Pour les fournisseurs de services financiers d'un autre Membre, l'autorisation d'établir une présence commerciale ou de développer les activités bancaires commerciales existantes aux Philippines est subordonnée au critère de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
115.	Philippines (page 81)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les opérations des banques commerciales "Pour les fournisseurs de services financiers d'un autre Membre, l'autorisation d'établir une présence commerciale pour mener des activités bancaires commerciales est subordonnée au critère de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
116.	Philippines (page 82)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les sociétés de placement "L'organisme réglementaire compétent n'approuve les demandes de prises de participation étrangères au capital de sociétés de placement que si les nationaux philippins bénéficient des mêmes droits, ou de droits similaires, dans le pays du requérant", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international et également si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore; dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
117.	Singapour (page 83)	Cette exemption a été supprimée dans l'offre révisée pour les négociations du Cycle de Doha. À cet égard, veuillez indiquer si les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent encore.	Hong Kong, Chine
118.	République slovaque (page 82)	Veuillez expliquer quel type d'évaluation a été effectué pour déterminer quels pays n'offrent pas les mêmes possibilités d'accès au marché aux fournisseurs slovaques de services et quand la nouvelle loi sur les banques sera adoptée?	Japon
119.	Türkiye (page 84)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF "Si les banques turques qui souhaitent mener des activités en établissant des succursales dans des pays dont les banques ont déjà établi ou doivent établir des succursales en Turquie sont contraintes, conformément à la législation de ces pays, de respecter des conditions qui sont ou doivent être rendues ultérieurement plus strictes que celles qui sont imposées dans la Loi turque sur les banques, les banques étrangères peuvent être tenues, par une décision du Conseil des ministres, de respecter les mêmes conditions et les autorisations pourraient être annulées dans le cas des banques qui ne respecteraient pas ces conditions", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
120.	Émirats arabes unis (page 76)	Les Émirats arabes unis ont inscrit une large exemption NPF pour les services financiers et semblent décider d'autoriser ou non des fournisseurs de services supplémentaires de manière entièrement discrétionnaire. Ils indiquent que cette mesure est motivée par la saturation du marché. Le marché des Émirats arabes unis s'est considérablement développé depuis 1996. Pourriez-vous indiquer si les Émirats arabes unis ont depuis lors élaboré des lois ou des organismes de réglementation qui prévoient des critères objectifs et non discriminatoires comme base pour l'octroi de l'entrée sur le marché? Dans l'affirmative, les Émirats arabes unis estiment-ils que les conditions nécessitant une exemption NPF existent encore?	Suisse
121.	États-Unis d'Amérique (page 77)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance) "L'autorisation d'établir des succursales, des agences ou des bureaux de représentation agréés par l'État ou de posséder des filiales de banques commerciales est accordée sous réserve de réciprocité dans les États ci-après: Californie (également pour les mutuelles d'épargne et de crédit), Caroline du Nord, Connecticut (également pour les coopératives de crédit), Géorgie, Illinois, Kentucky, Louisiane, Massachusetts, Michigan, Pennsylvanie, Washington", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
122.	États-Unis d'Amérique (page 77)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance) "Caroline du Nord, Louisiane, Massachusetts, Michigan, Pennsylvanie, Washington. En Floride et dans l'Oklahoma, l'octroi de l'autorisation d'ouvrir une agence ou une agence et bureau de représentation est subordonné notamment à l'obligation pour la banque étrangère de figurer parmi les 5 principales banques du pays d'origine. Dans l'Iowa, l'autorisation d'exercer des activités fiduciaires et d'exploiter des terminaux bancaires satellites est accordée sous réserve de réciprocité aux banques ou sociétés de fiducie étrangères. Cet État assujettit aussi à réciprocité les activités des sociétés d'épargne et de crédit étrangères", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
123.	États-Unis d'Amérique (page 78)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance) "La faculté d'agir en qualité de dépositaire unique d'un contrat bilatéral relatif à une émission d'obligation aux États-Unis est subordonnée à la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
124.	États-Unis d'Amérique (page 78)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance) "La désignation comme spécialiste en valeurs du Trésor aux États-Unis est subordonnée à la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
125.	Venezuela, République bolivarienne du (page 85)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant la banque et l'assurance "Les autorisations d'accès des capitaux étrangers sur le marché national moyennant une participation au capital des institutions existantes, l'ouverture de succursales et la constitution de nouveaux fournisseurs de services financiers peuvent être assujetties à la réciprocité quand l'Exécutif national le juge nécessaire", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services créatifs, culturels et sportifs			
126.	Union européenne (page 86)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services d'agences d'information "Participation étrangère dans des sociétés établies en France éditant des publications en langue française, autorisée en excédent de 20% du capital ou des droits de vote sous réserve de réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
127.	Union européenne (page 86)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services d'agences de presse "Accès au marché français sous réserve de réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
128.	Inde (page 86)	Lors du dernier examen, l'Inde a indiqué que la dérogation à l'interdiction de vendre des billets de loterie par le Bhoutan avait été inscrite dans le cadre d'un accord bilatéral global entre les 2 pays. Veuillez expliquer pourquoi cette dérogation est nécessaire malgré l'exception prévue par l'article V de l'AGCS.	Hong Kong, Chine
129.	Jordanie (page 86)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services d'agences de presse: services de presse "Les agences de presse étrangères peuvent être autorisées à publier des bulletins d'information par le Conseil des ministres, uniquement si les agences jordaniennes bénéficient d'un traitement réciproque", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
Services de transport			
Services de transport maritime			
130.	Brésil (page 88)	Veuillez fournir la liste la plus récente des pays avec lesquels le Brésil a conclu des accords relatifs à la répartition des cargaisons.	Japon
131.	Bulgarie (page 88, toutes les entrées) ou Union européenne:	En réponse à la question sur le traitement préférentiel et la liste des pays avec lesquels la Bulgarie a conclu des accords relatifs à la répartition des cargaisons, l'Union européenne a répondu, lors du dernier réexamen, que la fin des exemptions en question devrait être évaluée au cours des négociations sur l'accès aux marchés. La Bulgarie ou l'Union européenne pourraient-elles donner plus de détails sur le traitement préférentiel et la liste des pays auxquels ces exemptions s'appliquent? Les conditions qui ont rendu l'exemption nécessaire existent-elles encore?	Hong Kong, Chine
132.	Bulgarie (page 88)	Selon le site Web de la Collection des traités des Nations Unies (UNTC), il semblerait que la Bulgarie ait dénoncé la Convention des Nations Unies relative à un code de conduite des conférences maritimes en 2008, avec effet au 22 décembre 2009. Pourriez-vous nous informer de l'état de la relation de la Bulgarie avec ce traité et des conséquences éventuelles pour l'exemption NPF?	Suisse
133.	Cameroun (page 89)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existants ou futurs avec la nécessité de promouvoir l'industrie naissante", nous nous demandons s'il existe d'autres mesures conformes à l'AGCS.	République de Corée
134.	Chili (page 90)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF fondées sur la réciprocité visant les transports maritimes internationaux (marchandises) "Mesures de réciprocité concernant l'accès des navires chiliens aux cargaisons", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
135.	Côte d'Ivoire (page 92)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existants ou futurs avec la nécessité de promouvoir l'industrie naissante", nous nous demandons s'il existe d'autres mesures conformes à l'AGCS.	République de Corée
136.	Union européenne (page 102)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF fondées sur la réciprocité visant les services de location simple ou en crédit-bail de bateaux, sans équipage et la location de navires avec équipage "L'affrètement de navires étrangers par des consommateurs résidant en Allemagne peut être subordonné à l'octroi de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
137.	Gabon (page 94)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existants ou futurs avec la nécessité de promouvoir l'industrie naissante", nous nous demandons s'il existe d'autres mesures conformes à l'AGCS.	République de Corée
138.	Inde (page 94, 1 ^{ère} entrée)	Lors du dernier réexamen, l'Inde a indiqué qu'elle n'avait conclu d'accord relatif à la répartition des cargaisons avec aucun pays. Y a-t-il eu une mise à jour depuis le dernier réexamen? Si ce n'est pas le cas, cela signifie-t-il que les conditions qui ont rendu cette exemption n'existent plus?	Hong Kong, Chine
139.	Inde (page 94)	L'Inde a inscrit une exemption pour le transport maritime bilatéral avec quelques partenaires commerciaux. Pourriez-vous indiquer les bases juridiques spécifiques de ces accords bilatéraux sur le transport maritime? Les objectifs d'égalité pour l'enlèvement et les recettes ont-ils été atteints? À cet égard, cette exemption est-elle toujours nécessaire pour atteindre les objectifs politiques sous-jacents?	Suisse

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
140.	Kazakhstan (page 95, 1 ^{ère} entrée)	Par souci de clarté, veuillez fournir des renseignements sur les mesures préférentielles dans le cadre du régime spécial concernant le fret dans la mer Caspienne.	Hong Kong, Chine
141.	Nouvelle-Zélande (page 97)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "La fourniture de services à titre d'officiers sur des navires néo-zélandais est réservée aux citoyens qualifiés de Nouvelle-Zélande ou des pays énumérés dans la troisième colonne", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
142.	Philippines (page 98, 2 ^{ème} entrée)	Lors du dernier réexamen, les Philippines ont indiqué qu'un accès limité au transport maritime national pouvait être accordé à des pays avec lesquels elles n'avaient conclu aucun accord bilatéral. Veuillez fournir une liste de ces pays et de plus amples renseignements sur les critères d'octroi d'un tel accès limité à ces pays.	Hong Kong, Chine
143.	Fédération de Russie (page 93, 3 ^{ème} entrée)	Par souci de clarté, veuillez fournir des renseignements sur les mesures préférentielles dans le cadre du régime spécial d'expédition en mer Caspienne.	Hong Kong, Chine
144.	Singapour (page 99)	Lors du dernier réexamen, Singapour a indiqué qu'elle avait continué de maintenir des accords bilatéraux de transport maritime avec la République de Corée, la Chine, le Viet Nam, l'Inde, le Myanmar et l'Allemagne. Singapour pourrait-elle fournir une mise à jour des nouveaux accords bilatéraux de transport maritime conclus depuis le dernier examen? En ce qui concerne la colonne "durée projetée", qui est actuellement indiquée comme indéfinie, nous notons que Singapour a indiqué qu'elle procéderait à un examen périodique au vu de l'évolution de la situation internationale. Singapour pourrait-elle indiquer si un réexamen a eu lieu et, dans l'affirmative, ce qu'il en est résulté?	Hong Kong, Chine
145.	Thaïlande (page 99)	Compte tenu des discussions qui ont eu lieu lors des derniers réexamens, la Thaïlande envisage-t-elle de supprimer cette exemption? Si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer pourquoi.	Japon
146.	Tunisie (page 101)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF "Droit de contrôler et d'entreprendre toutes les mesures nécessaires et appropriées à l'égard des transporteurs maritimes étrangers dont les pays affectent le transport maritime et les armateurs tunisiens et la nécessité d'empêcher, neutraliser et parer à toutes les mesures discriminatoires et les actions restrictives et néfastes affectant les transporteurs maritimes et le commerce maritime international tunisien", veuillez expliquer ou préciser "toutes les mesures discriminatoires et les actions restrictives et néfastes" dans la quatrième colonne des conditions qui rendent les exemptions nécessaires.	République de Corée
147.	Türkiye (page 102)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF fondées sur la réciprocité visant les services de transport "Application, sur la base de la réciprocité, de restrictions, interdictions, traitements différents ou droits différents aux marchandises et aux véhicules de transport des pays qui appliquent aux véhicules de transports routiers, aériens et maritimes turcs des restrictions, interdictions ou traitements différents", nous nous demandons si ces exemptions sont fondées sur un quelconque accord international.	République de Corée
148.	Viet Nam (page 103)	La première exemption concerne les "Mesures fondées sur les accords régissant les opérations commerciales normales des filiales à 100% de compagnies maritimes étrangères" et comporte une durée projetée de 5 ans. Pourriez-vous confirmer si cette exemption est encore appliquée? Dans l'affirmative, pourriez-vous préciser quels sont les accords bilatéraux encore en vigueur et donner des exemples des types de mesures appliquées? Existe-t-il un lien entre cette exemption et les mesures décrites dans les tableaux 9, 22 a) et 22 b) du document ACC/VNM/48? Les conditions qui rendent cette exemption nécessaire existent-elles encore?	Suisse
Services de transport Services de transports aériens			
149.	Thaïlande (page 114)	En ce qui concerne les mesures d'exemption NPF fondées sur la réciprocité visant la réparation et l'entretien d'aéronefs "La Thaïlande autorisera les compagnies aériennes des pays qui accordent la réciprocité aux transporteurs thaïlandais", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée

N°	QUESTION À	QUESTION	QUESTION DE
Services de transport			
Services de transports routiers			
150.	Autriche (page 118)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "L'exemption, sous certaines conditions, de la taxe sur les véhicules, motif pris d'une réciprocité <i>de facto</i> , est limitée aux véhicules immatriculés dans les pays indiqués à la colonne 3", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international et également si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore; dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
151.	Costa Rica (page 120)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services de transports terrestres "Pour l'obtention des permis d'assurer des services internationaux de transport rémunéré de personnes, il sera essentiellement tenu compte du principe de la réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
152.	Union européenne (page 130)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF visant les services de transports routiers – marchandises "L'autorisation d'implantation d'une présence commerciale en Espagne peut être refusée aux fournisseurs de services dont le pays d'origine n'accorde pas aux fournisseurs espagnols de services un accès effectif à son marché", nous nous demandons si les conditions qui ont rendu cette exemption nécessaire existent encore et, dans l'affirmative, veuillez les indiquer.	République de Corée
153.	Honduras (page 121)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité visant les services de transports terrestres "Le gouvernement du Honduras conserve toute latitude d'accorder des licences et des autorisations sous condition de réciprocité", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée
154.	États-Unis d'Amérique (page 130)	En ce qui concerne la mesure d'exemption NPF fondée sur la réciprocité "Le gouvernement des États-Unis se réserve la faculté de limiter la délivrance de permis de transport routier de marchandises aux ressortissants de pays limitrophes sur la base de la réciprocité. La Loi de 1982 sur la réforme de la réglementation des transports de voyageurs habilite le Président à supprimer ou modifier entièrement ou partiellement le moratoire s'il est constaté que cette suppression ou modification sert l'intérêt national. Les transports routiers de marchandises à l'intérieur du pays et transfrontières sont autorisés dans des zones commerciales désignées par la Commission du commerce entre les États. Le moratoire a été levé dans le cas du Canada en octobre 1982", nous nous demandons si cette exemption est fondée sur un quelconque accord international.	République de Corée

ANNEXE**OBSERVATIONS LIMINAIRES DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

Comme lors des réexamens précédents des mesures d'exemption de l'obligation NPF, la Corée attache la plus haute importance à cet exercice, étant donné que le principe NPF est la pierre angulaire du système de l'OMC et que ses exemptions devraient donc être réduites au minimum de manière à assurer et à renforcer l'application des principes de l'AGCS. Ce cinquième réexamen, s'il est mené à bien de façon constructive, contribuera à clarifier les mesures existantes d'exemption de l'obligation NPF et à les faire comprendre aux Membres, et facilitera les négociations sur les services dans le cadre du PDD en vue d'une libéralisation plus poussée.

Après le premier réexamen en 2000, Hong Kong, Chine, le Japon et la Corée ont présenté une proposition (document S/C/173) en vue de la poursuite des discussions sur les exemptions de l'obligation NPF. Sur la base de cette proposition, la Corée a soulevé des questions concernant les mesures d'exemption qui, selon elle, n'ont pas été traitées de manière adéquate ou qui appellent davantage de précisions. Lors de ce réexamen, la Corée a préparé des questions concernant ces mesures, entre autres, qui n'auraient pas nécessairement dû être incluses dans la liste des exemptions de l'obligation NPF. La Corée est d'avis qu'en reconnaissant l'existence d'accords internationaux existants lors de sa création, l'AGCS autorise ses exceptions afin de prévenir tout conflit potentiel. À cet égard, la Corée souhaiterait également confirmer si ces mesures d'exemption sont fondées sur un quelconque accord international. La Corée souhaiterait que les Membres communiquent leurs réponses à l'avance, si possible, ou oralement pendant l'examen.

Les questions sont fondées sur les exemptions des obligations NPF énumérées dans la compilation par secteur établie par le Secrétariat (JOB/SERV/29/Rev.2). Toutefois, ces questions ne sont pas exhaustives et la Corée en posera peut-être d'autres, oralement ou par écrit, avant et pendant la session de réexamen.
